

Le fait est que si nous nous mettions à gouverner le pays en fonction des sondages, je me demande bien où nous en serions. Je ne m'occupe guère des sondages, que ce soit ceux de Gallup ou ceux que le NPD fait effectuer par des gens des États-Unis.

Le seul sondage qui ait le moindre sens en démocratie c'est celui qui a lieu le jour d'élection. Tout ce que nous pourrions demander aux Canadiens ce jour-là, qui viendra probablement dans trois ans, c'est de se prononcer sur leur bulletin de vote. Ils préféreront le parti qui a une approche concrète au problème de la dette. Vont-ils choisir un parti qui a, oui, augmenté certains impôts, qui a, oui, adopté des réductions de dépenses et des compressions budgétaires pour améliorer la situation? Ou vont-ils choisir les partis d'opposition, qui n'ont rien d'autre à offrir que des critiques idiotes?

• (1730)

**Le président suppléant (M. Paproski):** Je m'excuse auprès du député de Gloucester et du député d'Edmonton-Ouest. La période des questions et observations est terminée.

**Mme Beryl Gaffney (Nepean):** Monsieur le Président, je suis heureuse également de pouvoir prendre la parole pour exprimer mon inquiétude à l'égard de la taxe sur les produits et services, proposée dans le projet de loi C-62.

Depuis quelque temps, le gouvernement essaie de duper les Canadiens en leur faisant croire qu'il les écoute et que c'est pourquoi il a abaissé la taxe proposée de 9 à 7 p. 100. Le ministre des Finances aime bien nous rappeler que cela fait de lui quelqu'un de bien. Ce qu'il oublie de dire, c'est qu'il va combler le manque à gagner par rapport à la taxe de 9 p. 100 grâce à une série d'autres mesures fiscales.

Autrement dit, pour compenser un manque à gagner de quelque 6 milliards, le ministre va annuler la réduction pour les salariés moyens, réduire les crédits d'impôts remboursables pour les Canadiens à faible revenu, réduire les rabais sur les logements et réduire l'indexation des allocations familiales et de la pension de sécurité de la vieillesse. Voilà quatre moyens pour le ministre de récupérer l'argent que, de façon arrogante, il estime être le sien.

Quand on additionne ces nouvelles mesures, on se rend compte qu'elles rapporteront 5,9 milliards de dollars au gouvernement, soit exactement la différence entre les recettes que la taxe aurait rapportées si elle avait été proposée à 9 p. 100 plutôt que 7 p. 100. Le ministre des Finances retirera ainsi la même somme d'argent des poches des Canadiens. C'est facile à calculer et les Cana-

diens ne se laisseront pas prendre à ce jeu. Ils ne sont pas si stupides.

Et dire que ce gouvernement s'attend à ce qu'on le félicite d'épargner 450 millions en ne faisant pas une chose qu'il n'a jamais eu l'intention de faire. Les Canadiens comprennent cette taxe et ils disent vigoureusement qu'ils n'en veulent pas.

Le dernier sondage Gallup montre que 74 p. 100 des Canadiens s'y opposent. Nous savons tous que le gouvernement surveille les sondages. Il devrait peut-être commencer à écouter les Canadiens.

Les Canadiens réalisent que la taxe proposée est aussi nuisible à 7 p. 100 qu'à 9 p. 100. Ils se rendent compte qu'elle est comme un robinet pour le gouvernement: une fois que ce robinet sera en place, au lieu de le faire couler goutte à goutte, il l'ouvrira au maximum. Autrement dit, il pourra facilement la faire passer à 9 p. 100 ou plus, comme il le désire.

Ne nous laissons pas prendre aux taux proposés parce que le gouvernement a prouvé bien des fois qu'il croit que les taux sont faits pour être augmentés. Après tout, depuis que le député d'Etobicoke-Centre est devenu ministre des Finances, n'a-t-il pas augmenté diverses taxes 31 fois? De plus, il a qualifié la taxe sur les ventes des fabricants de sournoise faucheuse d'emplois parce qu'elle nuit à la compétitivité des exportations canadiennes.

Pourtant, il n'a pas hésité à en augmenter le taux quatre fois en cinq ans. Si elle est un si grand fléau qu'il faut absolument la remplacer par la TPS, pourquoi l'a-t-il tant augmentée?

Je ne veux pas dire que j'aime la taxe sur les ventes des fabricants. Ce n'est pas le cas. Je crois seulement qu'on ne remplace pas une mauvaise taxe par une taxe épouventable.

La taxe proposée a tous les défauts que le ministre des Finances a promis qu'elle n'aurait pas durant la campagne électorale de 1988. À ce moment-là, le ministre avait juré de ne pas appliquer une TPS à moins d'obtenir la coopération des provinces. Eh bien, il ne peut compter sur cette coopération.

Il a également promis que la TPS qu'il présenterait n'aurait aucune incidence sur les recettes et serait visible et non inflationniste. Or, la TPS n'est rien de tout cela. En fait, le Conference Board du Canada juge que le taux d'inflation augmentera de 1 à 1,5 p. 100. Le gouvernement reconnaît que ce chiffre est le fruit d'une vision très optimiste des répercussions de la TPS. Le Conference